

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

Augustin, Jean-Pierre et Sorbets, Claude, dir. (2000) *Sites publics, lieux communs. Aperçus sur l'aménagement de places et de parc au Québec*. Talence, MSHA, 231 p. (ISBN 2-85892-271-1)

par André Vant

*Cahiers de géographie du Québec*, vol. 46, n° 128, 2002, p. 243-244.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/023043ar>

DOI: 10.7202/023043ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

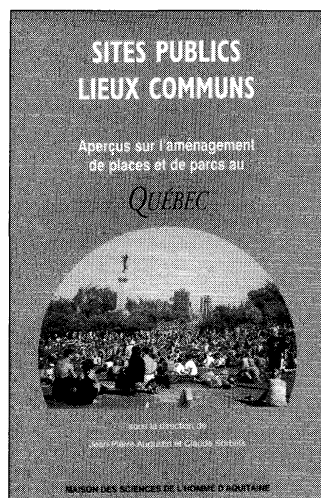
---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

AUGUSTIN, Jean-Pierre et SORBETS, Claude, dir. (2000) *Sites publics, lieux communs. Aperçus sur l'aménagement de places et de parcs au Québec*. Talence, MSHA, 231 p. (ISBN 2-85892-271-1)

Cinquième volume issu d'une importante recherche collective associant chercheurs de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine et chercheurs de diverses universités ou institutions canadiennes principalement québécoises, cet ouvrage collectif fournit divers aperçus sur les enjeux et conflits générés par les sites publics, ou lieux communs, que constituent places, parcs et jardins des villes du Québec. Bien que chacune des douze contributions puisse être lue séparément, le risque de compilation et de juxtaposition à la manière d'actes de colloque est fortement réduit par de substantielles mises en perspective liminaires et finales, dont on aurait cependant attendu qu'elles jouent le jeu du double regard, français et canadien, sur les thématiques, les problématiques et les méthodes abordées par les uns et les autres.



L'introduction rédigée par Jean-Pierre Augustin est essentielle pour la mise en cohérence de l'ensemble. Après avoir rappelé les rôles des espaces publics dans les villes du monde occidental au travers de trois temporalités majeures, l'ouvrage envisage l'évolution actuelle de ces espaces dans le cadre du déclin du fonctionnalisme (émergence du projet urbain), de l'affirmation du post-modernisme (émergence de la ville festive) – il aurait pu y adjoindre la montée de l'écologie (émergence du développement durable urbain) – et pose la question des particularismes culturels de traditions française, anglaise, nord-américaine. Et quoique la plupart des articles relèvent de plusieurs approches, les auteurs proposent un axe de lecture organisé en trois parties consacrées aux représentations, aux réaménagements et aux appropriations sociales.

- En première partie, un texte relatif à l'itinéraire de F. L. Olmsted rappelle avec bonheur que, dans sa conception des parcs publics américains, les soucis d'ordre social (donner à l'Amérique démocratique un « Jardin du Peuple ») ont été au moins aussi importants que les soucis d'ordre esthétique. Trois autres études sont consacrées au dépérissement des grandes places publiques de Montréal progressivement soumises à la rationalité des puissances marchandes, aux figures de la mémoire collective incarnées par les monuments historiques et les plaques commémoratives dans la ville de Québec, et aux places d'église. Cette dernière étude est la parfaite illustration de la spécificité socio-culturelle du Québec où la logique paroissiale de l'enclos cède aujourd'hui le pas à une logique de pôle d'attraction assurée par la reconversion multifonctionnelle des places d'église au service d'une visibilité de l'institution religieuse.

- La deuxième partie aborde la thématique générale sous l'angle des transformations, des désaménagements et des réaménagements. Une transition est fournie par la présentation d'un projet urbanistique dans la basse ville historique du Vieux-Québec qui repose moins sur l'énumération d'interventions programmées que sur la construction d'un discours, d'une interprétation et donc d'une représentation de l'histoire, de la structure urbaine, de l'espace public. Viennent ensuite trois articles qui traitent plus classiquement de luttes citadines visant l'amélioration du cadre de vie dans les quartiers, par la promotion en particulier d'un « urbanisme végétal » que Guy Mercier suggère de lire comme un signe d'atténuation du conflit social, voire un signe de compromis social, nullement exclusif de recours à la protection du patrimoine socio-historique et à des stratégies de développement culturel.
- La troisième partie fournit enfin quatre exemples d'appropriation territoriale par l'installation d'un réseau de pistes cyclables associant nature et culture dans la banlieue sud de Montréal à Longueuil, de la violence symbolique suscitée par la présence de groupes de « jeunes » dans divers espaces publics centraux du Faubourg Saint-Laurent, à Montréal et de la place d'Youville, à Québec, et de l'image socio-urbaine dévalorisante que suscite la présence de « fêtards noctambules » ontariens dans le centre de la Hull québécoise.

Au total, un beau témoignage de géographie sociale; sur le plan méthodologique : l'ouvrage entend partir du réel, c'est-à-dire de représentations dont peu importe le degré de vérité, puis étudier les enjeux dérivés sur le plan de la production spatiale, avant d'analyser les formes conséquentes d'appropriation sociale dont l'évaluation renvoie au point de départ, à savoir aux représentations; et sur le plan heuristique : le conflit suscité par les formes de privatisation ou de domination d'un groupe social sur un autre est donné comme un remarquable analyseur de la spatialité dont la complexité des logiques économique, sociale, politique et identitaire incite à la mise en œuvre de nouvelles formes de régulation dans le cadre d'une gouvernance éclairée, c'est-à-dire capable de comprendre et d'admettre que des pratiques socio-spatiales marginales puissent être, comme le dit Michel Parazelli, de véritables tentatives de socialisation.

André Vant  
Université Jean Monnet